

LECO

de la semaine

07 au 13 Juin 2025



SOMMAIRE

Afrique australe - Madagascar accueille une réunion clé du FMI.....	2
Douanes : Madagascar, un modèle dans l'utilisation de l'intelligence artificielle.....	2
Jirama : Cap sur l'ouverture du capital pour intégrer des partenaires privés	3
Entrepreneuriat - Le biométrie pour structurer l'artisanat.....	3
Énergie - Madagascar intègre la plateforme mondiale des minéraux stratégiques	4
Pêche artisanale : Appui dans une approche équitable et résiliente à Toliara	4
Banque mondiale : le seuil de pauvreté, désormais à « 3 dollars par jour »	4
Développement - L'artisanat malgache face aux contraintes du secteur	5
Investissement - Revue des projets financés par la BAD.....	6
Lutte contre le blanchiment : Madagascar participe à la réunion initiée par la SADC.....	6
BRED Madagasikara Banque Populaire : Une entrée réussie dans le secteur bancaire malgache	7
Semaine de l'industrialisation - Madagascar à l'épreuve du suivi de ses chantiers industriels.....	7
Région Analamanga : Une première Agropole installée à Ambohibary	8
Filière vanille : L'octroi d'agrément soumis à un appel à manifestation d'intérêt.....	9
Salon ITM 2025 : Madagascar au cœur du tourisme régional	9
Hausse du prix du gaz : Entre impératif budgétaire et fardeau social.....	10
Le Radar : un nouveau regard sur l'économie malgache.....	11
Économie mondiale en berne : la Banque mondiale tire la sonnette d'alarme	11

Afrique australe - Madagascar accueille une réunion clé du FMI

IRINA TSIMIJALY | 07 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Antananarivo accueille une réunion régionale du Fonds monétaire international (FMI) les 30 juin et 1^{er} juillet 2025, en partenariat avec le ministère de l'Économie et des Finances. L'événement se tiendra au Novotel N-Convention.

Organisée par le FMI, cette rencontre réunit deux de ses centres régionaux basés à Maurice : Afritac Sud et l'Africa Training Institute. Ces institutions sont spécialisées dans la formation et l'assistance technique destinées aux administrations publiques africaines.

L'objectif principal de cette réunion est de faire le point sur les actions réalisées durant l'année écoulée, de discuter sur les besoins des pays membres, et de définir les activités à venir. L'événement permettra aussi de renforcer la collaboration entre les treize pays membres d'Afritac Sud, dont Madagascar. Afritac Sud accompagne les institutions publiques telles que les ministères, banques centrales,

services des douanes, administrations fiscales et bureaux de statistiques, afin d'améliorer leur efficacité. Il intervient dans des domaines clés comme les finances publiques, la régulation bancaire, les impôts, la gestion douanière, les marchés monétaires, le droit fiscal et les statistiques économiques.

De son côté, l'Africa Training Institute propose des formations ciblées aux agents publics d'Afrique subsaharienne. Ses programmes couvrent notamment la politique budgétaire, la gestion de la dette, le secteur financier, ou encore l'exploitation des ressources naturelles. L'institut est financé par plusieurs pays, dont Maurice, la Chine, la Corée, l'Australie, le Togo, l'Angola et les Seychelles.

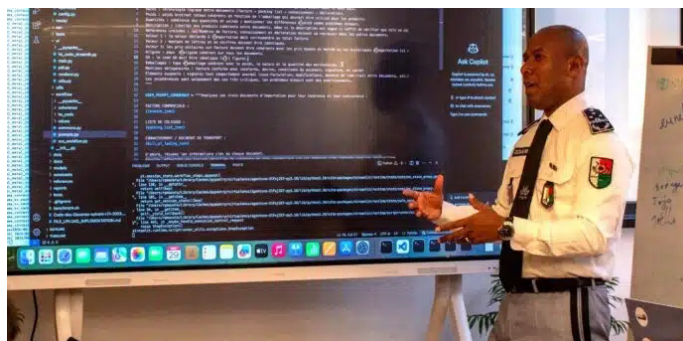
Cette réunion à Antananarivo offre aux délégations une opportunité d'échange direct, dans une volonté partagée de renforcer la coopération technique régionale.

Douanes : Madagascar, un modèle dans l'utilisation de l'intelligence artificielle

R. EDMOND | 07 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

En 2025, le Fonds monétaire international a sélectionné la douane malgache comme l'administration pilote en Afrique pour l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans les opérations douanières.

Cette désignation vient couronner des années de réformes et de modernisation des pratiques, dans un contexte où peu d'administrations africaines sont parvenues à franchir ce cap technologique.



Panel de haut niveau

Invitée par l'institution de Bretton Woods à Washington, l'administration douanière malgache a partagé son expérience lors d'un panel de haut niveau, aux côtés de géants mondiaux de la Tech tels que Google, Microsoft, IBM, Meta et OpenAI. Le directeur général des Douanes, Zafivanona Ernest Lainkana, y a présenté les résultats obtenus à Madagascar, notamment grâce au système de ciblage intelligent Enhanced Risk Assessment (ERA) et à la mise en place d'un Data Warehouse. Lors de cet échange à Washington, Madagascar figurait aux côtés de l'Australie, l'autre pays représenté par un service public,

en l'occurrence son administration fiscale. La douane malgache a alors montré qu'il était possible d'avancer avec des moyens limités, là où les pays développés disposent de ressources humaines et financières considérables. Ce contraste a souligné la capacité d'un pays en développement à adopter des solutions avancées basées sur l'IA, à coût maîtrisé, grâce à des partenariats internationaux et une stratégie claire.

Exemple de gouvernance numérique

La douane malgache a ensuite été sollicitée pour partager ses expériences au forum Innovate the Future à Dubaï, pour exposer de nouveau les résultats de son Plan stratégique 2020-2024 et les fondations déjà posées pour la période 2025-2029. Elle prouve ainsi qu'une administration peut devenir un exemple de gouvernance numérique en combinant choix technologiques pertinents et moyens limités. Le point d'orgue de cette transformation est la création du Centre d'Excellence des Données et de l'Intelligence Artificielle (CEDIA) au sein de la douane. Ce laboratoire interne, lancé en mai 2025, centralise les connaissances en data science, automatise la détection des anomalies, affine les outils de ciblage des risques et conçoit les algorithmes qui façonneront l'avenir des opérations douanières. La douane malgache devient ainsi un exemple pour l'ensemble du continent, une administration pionnière dans l'utilisation de l'IA capable de faire de cette technologie un levier pour renforcer sa performance, sa transparence et sa modernisation.

Jirama : Cap sur l'ouverture du capital pour intégrer des partenaires privés

ANTSA R. | 07 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Le changement de statut de la Jirama, désormais société anonyme à participation de l'État, soulève de nombreuses interrogations dans l'opinion publique. La question d'une éventuelle privatisation agite les esprits. Pourtant, selon nos informations, l'État malgache n'envisage pas de céder les 2 600 000 actions qu'il détient actuellement. À ce jour, il conserve l'intégralité du capital, soit 52 milliards d'ariary. Toutefois, des informations sur une « ouverture du capital à de nouveaux actionnaires » circulent en coulisses. Une émission de nouvelles actions serait en préparation, destinée à soutenir le vaste plan de redressement de la société d'eau et d'électricité. Cette perspective ouvre la voie à l'entrée potentielle d'acteurs économiques privés, sans que l'État ne perde sa position majoritaire. À l'origine de ce tournant, la Banque mondiale pousse à une gouvernance plus rigoureuse. L'objectif affiché est l'amélioration de la performance de la Jirama et la sortie des logiques de nominations politiques, souvent décriées.

Hausse des tarifs

Par ailleurs, un Comité de redressement a été institué pour piloter cette transition. Il assure le suivi financier et technique, propose des réformes structurelles et veille à la rationalisation des processus internes. Dans ce contexte de réforme, l'actuel directeur général pourrait être remplacé à tout moment, son contrat ne comportant pas de terme défini. Une page se tourne à la Jirama, avec l'espoir d'un service public plus fiable, mais aussi la crainte d'une perte progressive de contrôle public. Cela pourrait également conduire à une application des prix véritables, qui sont bien au-dessus des tarifs actuels appliqués par la Jirama. Pour les entreprises, une hausse des tarifs pourrait être acceptée si la Jirama peut garantir un service de qualité avec zéro coupure. De leur côté, les ménages craignent cette hausse éventuelle des tarifs, compte tenu de leur faible pouvoir d'achat, qui ne cesse de s'affaiblir.

Entrepreneuriat - Le biométrie pour structurer l'artisanat

IRINA TSIMIJALY | 10 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors de la Journée mondiale de l'artisanat, une carte biométrique a été lancée pour reconnaître les artisans et structurer le secteur, avec un soutien accru à la formation, la durabilité et la création.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'artisanat, célébrée ce mardi 10 juin au Mining Business Center à Ivato, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a dévoilé un dispositif destiné à mieux structurer le secteur : la carte professionnelle biométrique pour les artisans.

Cette initiative vise à offrir une reconnaissance officielle aux artisans créateurs, dans un environnement encore fortement marqué par l'informalité. « Il faut différencier les véritables artisans des revendeurs ou de ceux qu'on appelle artisans de seconde main », précise la ministre Viviane Dewa.

Dans un premier temps, sept cent cinquante demandes ont été enregistrées. Quatre cents cartes seront distribuées lors d'une première vague, dont trente à titre symbolique pendant la cérémonie. À terme, cette carte servira de levier pour accéder à divers avantages : prêts à taux préférentiels, adhésion à des mutuelles de santé, ou encore participation à des programmes de formation.

Des défis à relever

Malgré cette avancée, des obstacles demeurent. Les délais de production restent longs. « Quand un client commande aujourd'hui, il peut attendre trois à quatre mois avant de recevoir son produit. Cela est très décourageant », admet la ministre, soulignant l'urgence d'une meilleure organisation et d'une montée en compétence.

L'impact environnemental est également un enjeu majeur. L'exploitation non maîtrisée des matières premières reste fréquente.



« Il faut encourager l'utilisation de matériaux durables. C'est un enjeu de qualité et de durabilité pour le secteur », insiste Viviane Dewa.

Pour répondre à ces défis, le ministère entend soutenir les jeunes créateurs par le biais de programmes d'incubation. Objectif : transmettre les savoir-faire, favoriser la création d'emplois et accompagner la transition vers un artisanat moderne et responsable. En parallèle, un village artisanal est en cours de réalisation.

« Il ne s'agit pas seulement de produire, mais de faire vivre un métier, une tradition, tout en s'adaptant aux réalités économiques », conclut la ministre.

Énergie - Madagascar intègre la plateforme mondiale des minéraux stratégiques

IRINA TSIMIJALY | 10 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le mercredi 4 juin 2025, le conseil des ministres a validé l'adhésion officielle de Madagascar au Minerals Security Partnership (MSP) Forum. Cette plateforme internationale regroupe plusieurs pays autour des minéraux stratégiques, qui sont des ressources naturelles importantes pour la fabrication de technologies modernes.



Madagascar possède un potentiel important en minéraux critiques. Ces minéraux sont aujourd'hui très demandés dans le monde, notamment pour fabriquer des batteries, des équipements électroniques, ou encore des véhicules électriques. Selon un représentant du ministère des Mines, cette décision ouvre de nouvelles perspectives pour le secteur minier. « L'adhésion au MSP Forum est une occasion de mieux valoriser nos ressources naturelles tout en assurant une gestion responsable », explique-t-il.

Le MSP Forum comprend des pays comme l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon et l'Union européenne. Cette organisation aide les pays producteurs à attirer des investissements, à avancer leurs projets miniers et à utiliser leurs ressources de façon responsable. Elle promeut aussi une meilleure gestion des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques.

Chance importante

En rejoignant ce forum, Madagascar pourra participer à des réunions et des échanges avec d'autres membres. Cela permettra au pays de favoriser l'établissement des partenariats avec des institutions financières, des entreprises privées, mais aussi avec d'autres gouvernements. Ces échanges faciliteront le partage d'informations précieuses pour mieux développer les projets miniers.

Le ministère des Mines explique dans un communiqué que cette décision représente une chance importante. « C'est une opportunité », souligne le communiqué. Cette adhésion offre aussi au pays un espace pour défendre ses intérêts, partager les bonnes pratiques, et relever les défis communs avec d'autres membres.

Le gouvernement souhaite utiliser cette plateforme pour avancer vers une exploitation durable des ressources, qui soutienne le développement économique tout en protégeant l'environnement et le bien-être de la population.

Pêche artisanale : Appui dans une approche équitable et résiliente à Toliara

ANTSA R. | 10 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

À Toliara, une séance de sensibilisation organisée par Afrifish-Net en mai dernier a rassemblé pêcheurs, mareyeurs et acteurs communautaires autour d'un objectif commun : faire de la pêche artisanale un levier de développement durable, fondé sur l'équité, la résilience et le respect des droits humains. Appuyée par la FAO dans le cadre du projet financé par le NORAD, l'initiative a mis en lumière les directives internationales en faveur d'une gouvernance responsable des pêches, des terres et des forêts. Il ne s'agissait pas seulement d'informer, mais de donner aux communautés les moyens de revendiquer et exercer leurs droits, souvent méconnus ou négligés. Les

échanges ont permis de réaffirmer que la petite pêche ne peut se penser sans justice sociale ni inclusion. La reconnaissance de la culture des pêcheurs, la protection des femmes dans les chaînes de valeur, la transparence dans la gestion, ou encore le droit à la consultation sont autant de piliers d'une gouvernance durable. À l'heure où les défis climatiques menacent les ressources halieutiques, cette démarche participative marque un tournant. Elle rappelle que la résilience passe par des politiques sensibles au genre, ancrées dans les réalités locales et orientées vers le bien-être des communautés côtières.

Banque mondiale : le seuil de pauvreté, désormais à « 3 dollars par jour »

ARH. | 10 JUIN | LES NOUVELLES

La Banque mondiale a relevé le seuil de la pauvreté à « 3 dollars par jour pour les pays à faible revenu ; à 4,20 dollars pour les pays à revenu intermédiaire inférieur

et à 8,40 dollars pour les pays à revenu intermédiaire supérieur ».

Pour Madagascar, cela signifie qu'une personne vivant avec moins de 15 000 ariary par jour, est désormais

considérée comme pauvre, selon le taux de change en vigueur sur le marché interbancaire des devises (MID). Ce montant remplace l'ancien seuil de 10 750 ariary, basé sur les 2,15 dollars. L'institution de Bretton Woods précise que cette révision vise à mieux refléter les réalités économiques actuelles et à affiner les estimations de la consommation des ménages.

Dans cette actualisation, les pays à revenu intermédiaire inférieur voient également leur seuil passer de 3,65 à 4,20 dollars, tandis que ceux à revenu intermédiaire supérieur basculent de 6,85 à 8,40 dollars. Et la banque mondiale précise que ces ajustements reflètent une volonté d'harmoniser les indicateurs de pauvreté avec les niveaux de vie locaux et les dynamiques économiques mondiales.

Malgré cette révision, le principe reste le même. Le seuil de pauvreté international sert toujours à mesurer le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté, selon les critères des pays les plus pauvres de la planète. Cette méthodologie, utilisée depuis 1990, permet de suivre l'évolution des inégalités à l'échelle mondiale.

Pour Madagascar, la situation demeure alarmante. Selon le rapport 2025 de la Banque mondiale sur les perspectives macroéconomiques de la pauvreté, publié en avril dernier, environ 80% de la population vivait encore sous l'ancien seuil de pauvreté de 2,15 dollars par jour. Avec l'ajustement à 3 dollars, la proportion de Malgaches en situation de pauvreté absolue, pourrait encore grimper.

Développement - L'artisanat malgache face aux contraintes du secteur

IRINA TSIMIYALY | 11 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar célèbre la Journée internationale de l'Artisanat en mettant en avant les défis de ses artisans. La production en masse limite leur capacité à satisfaire la demande tout en gardant la qualité.

À l'occasion de la Journée internationale de l'artisanat, célébrée le 10 juin au Mining Business Center à Ivato, les autorités ont mis en lumière les atouts d'un secteur en plein essor, mais freiné par des contraintes structurelles. Si la demande, locale comme internationale, est bien présente, la capacité du secteur à y répondre demeure inégale.

Organisé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, l'événement a mis en avant la progression continue des exportations artisanales malgaches, passées de 17 millions d'euros en 2019 à 39 millions en 2024, soit un taux de croissance annuel moyen de 18%. Cette dynamique traduit l'intérêt croissant pour les produits artisanaux du pays. Mais cette reconnaissance s'accompagne de défis majeurs.

À Maneva, des ateliers spécialisés dans les objets décoratifs et accessoires en fibres naturelles – rotin, zozoro, sisal – témoignent de ces limites. « Le strict contrôle de la qualité et de la finition est notre force, mais aussi notre défi », explique une responsable. « Le temps nécessaire à la fabrication artisanale est long, ce qui limite la quantité que nous pouvons produire. » Certaines tâches sont mécanisées, comme la fixation des poignées, mais « l'essence même de l'artisanat reste le travail manuel », rappelle-t-elle.

Pays d'échantillon

Cette tension entre qualité et volumes produits affecte la régularité des livraisons, ce qui peut dissuader certains acheteurs. « Les artisans mettent parfois plusieurs mois à finaliser une commande », admet la ministre de tutelle, tout en soulignant que Madagascar reste encore perçue comme un « pays d'échantillon » plutôt qu'un fournisseur à grande échelle.

Au-delà de la production, les difficultés d'accès au marché constituent un autre frein. Dans la région de Fitovinany, le gouverneur, Dr Lucien Laurel Razafitsotra, évoque

l'absence de débouchés structurés : « Beaucoup de femmes talentueuses vivent dans la région. Il serait intéressant que toutes les régions collaborent pour mieux valoriser ces talents. »



Face à ces constats, plusieurs mesures ont été annoncées. Le ministère a lancé la première distribution officielle de cartes professionnelles : trente ont été délivrées sur les sept cents demandes enregistrées. Un partenariat a également été signé avec la coopérative Akama, qui s'engage à proposer des formations pour renforcer les compétences techniques et commerciales des artisans.

Pour élargir leurs débouchés, les artisans investissent désormais dans la vente en ligne et les systèmes de livraison à domicile. Ces initiatives visent à pallier la rareté et l'inaccessibilité des points de vente physiques, particulièrement en zones rurales.

La Journée de l'artisanat aura ainsi rappelé un paradoxe : si le savoir-faire malgache séduit, sa structuration reste encore inaboutie. L'enjeu pour le secteur sera de trouver un équilibre durable entre qualité artisanale, capacité de production et accès élargi aux marchés.

Investissement - Revue des projets financés par la BAD

IRINA TSIMIJALY | 11 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banque africaine de développement (BAD) et le ministère de l'Économie et des Finances ont tenu une réunion hier afin d'évaluer l'état d'avancement des projets financés par la BAD dans le pays. Cette rencontre a permis de discuter des progrès réalisés et de trouver des moyens pour avancer plus rapidement.

Présidée par le secrétaire général du ministère des Finances, Andry Ramanampanoharana, la réunion s'est déroulée en présence d'Adam Amoumoun, représentante de la BAD à Madagascar. Ensemble, ils ont examiné plusieurs projets touchant divers secteurs.

Le but de cette réunion était de s'assurer de la bonne utilisation des fonds alloués par la BAD. À cette occasion, le secrétaire général a souligné l'importance pour Madagascar d'exploiter ses ressources de manière

optimale afin de soutenir son développement économique, environnemental, culturel et humain.

Les échanges ont également porté sur les moyens d'optimiser la collaboration entre les différentes parties prenantes. Les participants ont exprimé leur volonté de réduire les délais d'exécution et d'accroître l'efficacité des projets. Ils ont souligné que la réussite passe par une coopération étroite.

Ce suivi entre la BAD et le gouvernement montre leur volonté de faire avancer le développement du pays. Leur priorité reste d'améliorer la vie des habitants.

Grâce à ces efforts, Madagascar espère continuer à progresser sur le plan économique et social, en appuyant des projets bien planifiés et financés par la BAD.

Lutte contre le blanchiment : Madagascar participe à la réunion initiée par la SADC

RIJA R. | 11 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Les hauts fonctionnaires des ministères en charge des Finances et de l'Investissement des pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se réunissent cette semaine à Victoria Falls, au Zimbabwe. A cette occasion une série de rencontres stratégiques est initiée par le secrétariat de cette organisation régionale pour renforcer l'intégration financière dans la région et à consolider la stabilité macroéconomique.



Madagascar participe activement à cette rencontre régionale d'envergure, à travers la présence du directeur général du Trésor public malgache. Ce dernier prend part aux travaux aux côtés de ses homologues de la région, afin de faire progresser les priorités partagées en matière de développement économique et financier. Parmi les principaux points à l'ordre du jour figurent l'opérationnalisation du Fonds de développement régional de la SADC,

la durabilité du mécanisme de préparation et de développement des projets (PPDF), la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que l'adhésion aux protocoles et instruments juridiques de la SADC. Les discussions se sont élargies, depuis hier mardi 10 juin, à une réunion conjointe avec les hauts responsables des banques centrales de la région. Selon les informations fournies par le secrétariat de la SADC, ces échanges s'articulent autour de plusieurs axes clés notamment l'évaluation des conditions macroéconomiques régionales, l'analyse des performances économiques des États membres et l'avancement des objectifs de convergence macroéconomique. Ces dialogues, essentiels pour promouvoir une stabilité économique durable et une intégration accrue des marchés financiers, témoignent de l'engagement constant de la SADC en faveur d'une économie régionale résiliente, inclusive et harmonisée.

Les conclusions de cette réunion conjointe viendront alimenter les documents de travail qui seront soumis à l'appréciation des ministres en charge des Finances et de l'Investissement ainsi qu'aux gouverneurs des banques centrales des pays membres, lors de leur session prévue se tenir demain jeudi 12 juin 2025.

BRED Madagasikara Banque Populaire : Une entrée réussie dans le secteur bancaire malgache

R.EDMOND. | 12 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

BRED Madagasikara Banque Populaire entame son entrée sur le marché bancaire malagasy et affirme son positionnement en tant que banque de référence.

Une entrée réussie dans le secteur bancaire du pays puisque, six mois après son lancement officiel, la nouvelle banque issue de l'acquisition de la Société Générale Madasikara est désormais connue du public grâce au rebranding de ses enseignes entamé depuis le mois de mars dernier.

Refonte progressive

En effet, la campagne de communication placée sous le thème « le bleu vous va si bien » la banque se fait de plus en plus connaître. Elle procède, par ailleurs à une refonte progressive de ses offres et services et la mise en ligne de son site internet. Une évolution qui fait, en tout cas, le bonheur du staff dirigeant de la banque et de son personnel. A l'instar de son Directeur général Thierry Charras-Gillot qui n'a pas caché sa satisfaction lors d'une rencontre avec la presse, la semaine dernière. « En quelques mois, nous avons installé notre identité tout en assurant la continuité de service totale pour nos clients » a-t-il déclaré, avant d'ajouter que « aujourd'hui, nous poursuivons cette dynamique avec le déploiement de nouveaux outils, des moyens de paiement au site internet » Sur le terrain, cette innovation se matérialise notamment par des évolutions concrètes au service des clients. On peut citer, entre autres, la mise à disposition de nouveaux moyens de paiement comme les cartes bancaires et chèquiers conçus en cohérence avec la nouvelle identité du groupe ; ou encore des offres promotionnelles liées aux différents temps de la campagne de lancement. Et enfin la mise en ligne d'un site internet permettant de découvrir la banque, ses services et d'accéder aux comptes en ligne.

Offres

Les actuels et futurs clients de la BRED Madagasikara Banque Populaire ont d'autant plus de raison de se réjouir avec les offres promotionnelles attractives proposées jusqu'au 2 août où les moyens de paiement sont proposés gratuitement dans le cadre de packs bancaires. Par

ailleurs la familiarisation de BRED Madagasikara Banque Populaire avec le milieu des affaires des affaires et le public se renforcera durant la 11^{ème} édition de la Foire Internationale du Tourisme où la banque figure parmi les partenaires officiels. « A cette occasion, des offres spécifiques à destination des professionnels du tourisme, de l'artisanat et des services liés au secteur ».



Une occasion également pour la banque d'affirmer son engagement à un travail de fond pour aligner ses pratiques à celles du groupe BRED Banque Populaire, tout en renforçant son ancrage dans les réalités économiques et sociales, notamment en revoyant ses offres à destination des PME-TPE et du secteur agricole. « Ce travail d'alignement est réalisé dans une logique de continuité car nous préservons les forces historiques de la banque tout en apportant les standards et les expériences d'un groupe bancaire de premier plan » a déclaré Jean Philippe Schitikow Directeur des relations entreprises et institutionnelles. A noter que BRED Madagasikara figure dans le peloton de tête des établissements bancaires de Madagascar, avec ses plus de 300 000 clients, à travers un réseau de 71 agences, 6 centres d'affaires, 9 Espaces Premiers, une Maison de la PME, une agence de prêts immobiliers, un centre d'expertise monétaire et un centre de relations clients.

Semaine de l'industrialisation - Madagascar à l'épreuve du suivi de ses chantiers industriels

IRINA TSIMIJALY | 12 JUIN | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Du 28 juillet au 1^{er} août 2025, Madagascar accueillera pour la première fois la Semaine de l'industrialisation de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Organisé en partenariat avec le Secrétariat de la SADC, le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) et le SADC Business Council, l'événement réunira à Antananarivo responsables publics, entrepreneurs, bailleurs et experts

autour d'un même objectif : promouvoir une industrialisation durable et inclusive à l'échelle régionale.

Cette rencontre intervient alors que le programme One District, One Factory (ODOF) a permis le déploiement de plus de 75 unités industrielles dans les régions.

Contrairement aux grands complexes, ces unités de transformation sont de taille modeste et tournées vers l'agroalimentaire : conditionnement, conservation, valorisation des produits agricoles. Portées par des opérateurs locaux, elles visent à dynamiser les économies rurales, créer de l'emploi et réduire la dépendance aux importations. Parmi les réalisations, deux mini-sucreries ont vu le jour à Boeny et Anosy, avec l'ambition de relancer des filières sucrières à l'échelle territoriale.

Nouvelle étape

Mais alors que ces projets sont désormais en place, une nouvelle étape s'impose : celle du fonctionnement à long terme. Ces unités sont-elles aujourd'hui pleinement opérationnelles ? Ont-elles accès aux intrants, aux débouchés, aux compétences techniques ? Quel accompagnement leur est offert pour assurer leur pérennité ?

Autant de questions qui méritent d'être posées. La Semaine de l'industrialisation pourrait être l'occasion de

faire un point d'étape, d'identifier les leviers à consolider et d'ouvrir un dialogue constructif entre les acteurs.

Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, lors d'un point de presse tenu le 11 juin à Anosy, a rappelé la nécessité de produire localement pour équilibrer la balance commerciale et répondre aux besoins du pays. Le thème retenu pour cette édition — « Promouvoir l'industrialisation, la transformation du système agricole et la transition énergétique pour une SADC résiliente » — inscrit pleinement Madagascar dans cette dynamique.

Le SADC Business Council a confirmé que cette édition mettra l'accent sur les PME, considérées comme des leviers clés de l'intégration régionale. Expositions, ateliers, visites industrielles et rencontres professionnelles ponctueront l'événement, avec un accent mis sur les filières agroalimentaire, artisanale, pharmaceutique, énergétique, minière et circulaire.

Région Analamanga : Une première Agropole installée à Ambohibary

NAVALONA R. | 12 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

La commune rurale d'Ambohibary, dans le district de Manjakandriana se dit prête pour l'installation d'une première Agropole dans la région Analamanga.

Il s'agit d'un projet agro-industriel d'envergure, étalé sur une superficie de 250 ha, permettant à cette collectivité territoriale décentralisée de redorer son blason en tant que grenier à riz de la région. « Nous sommes prêts, unis et convaincus de l'importance de ce nouveau projet pour notre commune. L'Agropole représente une chance unique de moderniser durablement notre agriculture. Les habitants perçoivent que c'est un levier de développement économique attendu depuis plusieurs années dans leur circonscription.



En effet, nombreux ont reçu des formations en technique culturale améliorée mais tous les acquis n'ont pas encore permis d'apporter un grand changement structurel de notre système de production », a évoqué le Maire Fivoy, Dr Fenosoa Ratsimanetrimanana, lors d'une visite de terrain, organisée récemment par une délégation conduite par la Secrétaire générale du Secrétariat d'État, chargée de la Souveraineté alimentaire, Harivony Ramananjahary.

Les habitants rassurés

Parlant de la gestion foncière liée à la mise en place de cette Agropole, les inquiétudes de la population locale

sont levées. En effet, le Numéro 2 de ce département ministériel de tutelle tient à affirmer qu'aucun terrain n'est ni réquisitionné par l'État, ni attribué aux opérateurs étrangers. « C'est un point qui a grandement rassuré les habitants d'autant plus que les agriculteurs seront plus motivés à se regrouper en coopératives afin de tirer profit non seulement des infrastructures modernes mises à leur disposition mais aussi des transferts de compétence en technologies agricoles avancées », a souligné le maire. Parlant des retombées économiques concrètes de ce projet agro-industriel d'envergure, la commune rurale d'Ambohibary mise ainsi sur une amélioration significative de ses rendements de productivité. « Alors que les agriculteurs plafonnent sur un rendement tournant autour de 1,5 tonne par hectare pour la culture rizicole, les estimations tablent sur une production pouvant atteindre 10 tonnes par hectare grâce aux nouvelles technologies introduites par le projet. On pourra même cultiver deux fois par an car le problème d'irrigation d'eau sera résolu. Ce qui constitue une lueur d'espoir pour nos familles en matière de souveraineté alimentaire », a confié un agriculteur, qui plus est, un chef fokontany dans la commune d'Ambohibary. Et lui de rappeler que cette collectivité territoriale décentralisée était auparavant réputée pour la production de pomme de terre et de riz ainsi que l'élevage de vaches laitières mais sa fierté s'affaiblit en raison des effets néfastes du changement climatique et de la hausse du coût de la vie.

Zone pilote

Il faut savoir que peu de temps après la signature de l'accord de coopération entre le Secrétariat d'État chargé de la Souveraineté alimentaire et le partenaire israélien LR group, une visite de terrain a été réalisée pour la mise en

place de la première Agropole à Ambohibary qui servira de zone pilote. « Ce projet repose sur le transfert des technologies israéliennes afin de moderniser notre agriculture en commençant par l'exploitation à grande échelle du riz tout en développant par la suite la filière lait et l'élevage de volailles. Sa mise en œuvre sera assurée par des compétences locales tandis que vous, les agriculteurs, êtes les véritables acteurs de cette transformation », a réitéré Harivony Ramananjahary, la SG du Secrétariat d'État chargée de la Souveraineté alimentaire, lors de

sa rencontre avec les autorités locales et les représentants des agriculteurs de la commune pilote. Plusieurs communes riveraines et d'autres associations paysannes et organisations communautaires ont déjà manifesté leur intérêt à ce projet. « Ce partenariat entre l'État malgache et le groupe israélien s'inscrit dans l'ambition portée par le Président Andry Rajoelina en faveur de la transformation durable de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire à Madagascar », a-t-elle conclu.

Filière vanille : L'octroi d'agrément soumis à un appel à manifestation d'intérêt

R.EDMOND. | 13 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Du nouveau dans la gestion de la filière vanille. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt à l'endroit des opérateurs de la filière pour l'obtention de l'agrément d'exportateurs pour la campagne d'exportation 2025 – 2026. « Cette nouvelle procédure est conforme à la nouvelle réglementation de la filière vanille en vue de sa professionnalisation », précise le département de tutelle. Ainsi, les candidats à l'agrément 2025 – 2026 doivent répondre à un certain nombre de critères comme l'immatriculation au

registre du commerce, la possession d'une carte fiscale à jour, le respect de l'obligation de rapatriement de devises des opérations d'exportation ainsi que la conformité avec la réglementation des changes. D'autres critères financiers et techniques sont également requis. On rappelle que 123 exportateurs de vanille ont été agréés pour la campagne 2024-2025. Un nombre qui risque d'être revu à la baisse compte tenu des nouvelles exigences. La date limite de dépôt des dossiers par voie électronique est fixée au 20 juin 2025.

Salon ITM 2025 : Madagascar au cœur du tourisme régional

ANTSIA R. | 13 JUIN | MIDI-MADAGASIKARA

Le plus grand événement touristique de l'océan Indien a ouvert ses portes hier à Ivato, réunissant professionnels, décideurs et amoureux de voyages autour de l'avenir du secteur. L'événement s'impose comme la vitrine du potentiel touristique malgache et de la coopération régionale.

Du 12 au 15 juin 2025, le Centre de Conférences Internationales d'Ivato (CCI Ivato) accueille la 11^e édition de l'International Tourism Fair Madagascar (ITM). Organisé par l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), avec le soutien du gouvernement, cet événement réunit les acteurs du tourisme de l'ensemble de la région, affirmant la position de Madagascar comme pôle stratégique de l'industrie touristique dans l'océan Indien. La cérémonie d'ouverture s'est tenue en présence du Président Andry Rajoelina, qui a rappelé l'importance du secteur dans le développement socio-économique du pays. « Le tourisme est un levier essentiel de croissance, de création d'emplois et de valorisation de notre patrimoine », a-t-il déclaré.

Grande envergure

Cette édition 2025 est marquée par la tenue, en parallèle, de l'assemblée générale des Îles Vanille. À cette occasion, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, a accueilli son homologue mauricien, l'Honorable Jean Sydney Pierre, qui a souligné l'importance de renforcer la coopération régionale : « Nous avons l'opportunité de positionner les régions des Îles Vanille sur la

carte du monde et de valoriser leur complémentarité ». Les délégations des Seychelles, de La Réunion, de Mayotte et des Comores sont également présentes, témoignant d'une volonté commune de promouvoir un tourisme intégré, durable et compétitif à l'échelle régionale.



Programme riche

L'ITM 2025 propose un programme varié qui s'adresse aussi bien aux professionnels qu'au grand public, avec des expositions valorisant les trésors naturels, culturels et artisanaux de Madagascar, des offres promotionnelles

pour stimuler les voyages intérieurs et internationaux, des conférences et panels, des rencontres B2B pour favoriser les échanges entre opérateurs et investisseurs et des animations festives et interactives. Au-delà des stands et des échanges, le salon se veut une plateforme de réflexion

sur l'avenir du tourisme. Il offre à Madagascar l'opportunité de renforcer son attractivité, d'attirer de nouveaux investissements, et de consolider son positionnement comme destination incontournable de l'océan Indien.

Hausse du prix du gaz : Entre impératif budgétaire et fardeau social

ANDRIATAHINA RAKOTOARISOA | 13 JUIN | LES NOUVELLES

Depuis le mois de mai dernier, le prix du gaz domestique a connu une hausse de 3,5%. Si cette augmentation peut paraître modeste sur le papier, elle intervient dans un contexte où la pression économique sur les ménages est déjà forte.

Le gouvernement évoque des raisons budgétaires et des ajustements fiscaux nécessaires, tandis que les conséquences de cette décision commencent à se faire sentir sur le plan social, économique et environnemental.



Une hausse liée à la fiscalité et au contexte international

La principale mesure à l'origine de cette hausse est inscrite dans la Loi de finances 2025. Celle-ci a porté la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliquée au gaz domestique de 5% à 10%. Une initiative présentée par l'Exécutif comme un levier indispensable pour accroître les recettes fiscales dans un contexte de déficit budgétaire chronique.

Mais cette hausse fiscale s'est traduite directement par une augmentation du prix de vente du gaz pour les consommateurs, sans différenciation entre catégories sociales. « Cette réforme fiscale est nécessaire pour équilibrer les comptes publics, mais elle a un impact immédiat sur le pouvoir d'achat », confie un économiste.

A cela s'ajoute la dépendance structurelle de Madagascar vis-à-vis des importations. Le pays achète la quasi-totalité de son gaz domestique à l'étranger. Les prix mondiaux du butane ont récemment été tirés vers le haut en raison des tensions géopolitiques et des décisions de l'OPEP+ de réduire la production. Dans ce contexte, le coût d'achat à l'international se répercute mécaniquement sur le marché intérieur.

En parallèle, la chaîne de distribution nationale demeure coûteuse. Malgré une légère amélioration du taux de change (4 450 ariary pour 1 dollar), les frais logistiques comme le transport maritime, le stockage, la distribution qui restent élevés. Le secteur reste fragmenté, avec une multitude d'intermédiaires dont les marges contribuent à renchérir les prix à la pompe.

Des conséquences directes sur les ménages urbains

Le gaz domestique, bien que minoritaire face au charbon et au bois, gagne progressivement du terrain dans les centres urbains, où les foyers cherchent des solutions plus propres et pratiques. Mais la hausse de prix constitue une véritable barrière pour les familles à revenus modestes.

« Avant, je pouvais recharger ma bouteille tous les deux mois. Maintenant, je dois choisir entre cela et les frais de scolarité de mes enfants », témoigne Noromalala, mère de famille.

Cette difficulté d'accès risque de pousser de nombreux ménages à se tourner de nouveau vers des sources d'énergie traditionnelles comme le charbon ou le bois. Une situation qui pourrait avoir des effets délétères sur la santé publique, mais aussi sur les ressources forestières déjà fragilisées du pays.

Les petites entreprises également touchées

Les petites unités économiques tels que les restaurants, les gargotes, les ateliers de transformation... sont nombreuses à utiliser le gaz domestique. Il représente une solution à la fois plus propre et plus stable que l'électricité ou le charbon.

Toutefois, la hausse actuelle a un impact direct sur leurs coûts d'exploitation. Plusieurs commerçants interrogés affirment avoir dû revoir leurs prix à la hausse ou réduire leur volume de production.

Cette situation risque à terme de freiner l'activité économique locale, de provoquer des pertes d'emplois et d'augmenter l'inflation dans certains secteurs.

Un frein à la transition énergétique

Le gouvernement a pourtant fait de l'usage du gaz domestique un pilier de sa stratégie environnementale. Dans un pays où plus de 90% de la population dépend encore du bois-énergie, promouvoir le gaz est une façon de limiter la déforestation et de protéger les écosystèmes.

Mais une augmentation mal calibrée des prix pourrait remettre en cause cet objectif. Si les ménages urbains se détournent du gaz au profit du charbon, les efforts de reforestation et de conservation menés ces dernières années risquent d'être anéantis.

Des solutions à envisager

Pour atténuer les effets de cette hausse, plusieurs pistes peuvent être explorées par les autorités. À court terme, l'instauration de subventions ciblées pour les ménages à faibles revenus permettrait de préserver leur accès au gaz. Des bons d'achat ou des réductions sur les bouteilles

pourraient être distribués selon des critères sociaux bien définis.

Par ailleurs, le pays gagnerait à investir davantage dans des solutions alternatives, comme les cuiseurs solaires ou les systèmes de biogaz, notamment en milieu rural. Cela permettrait de diversifier les sources d'énergie et de réduire la dépendance aux importations.

Enfin, une rationalisation de la chaîne logistique, par la régulation des marges des distributeurs et la modernisation des infrastructures portuaires et routières, pourrait contribuer à faire baisser les coûts structurels du gaz.

Un tournant à négocier avec prudence

L'augmentation du prix du gaz domestique n'est pas un phénomène isolé. Elle illustre les fragilités du modèle énergétique malgache, encore trop exposé aux chocs extérieurs. Si l'objectif d'assainissement des finances publiques est légitime, il ne peut se faire au détriment de la stabilité sociale ni des objectifs environnementaux du pays.

Face à cette équation complexe, le défi pour les autorités sera d'agir avec pragmatisme : atténuer les effets sur les plus vulnérables, tout en poursuivant les réformes nécessaires pour construire une politique énergétique durable.

LE RADAR : un nouveau regard sur l'économie malgache

ARH. | 13 JUIN | LES NOUVELLES

La Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar (CCIFM), vient de lancer un nouveau magazine économique baptisé « LE RADAR », le 11 juin dans les locaux de Yas Madagascar, à Andraharo, en présence de plusieurs partenaires économiques et notamment de l'Ambassadeur de France à Madagascar, Arnaud Guillois. Le premier numéro est déjà disponible en version papier et numérique.

Publié tous les trimestres, LE RADAR s'adresse aux décideurs économiques, avec des analyses sectorielles, des données actualisées, des dossiers thématiques et des entretiens avec des experts. L'objectif est d'offrir une lecture claire des dynamiques économiques locales, régionales et internationales. Ce magazine met également en avant les actions de la CCIFM, ses membres, ses événements et accorde une large place à la promotion de la culture, l'innovation et de la jeunesse entrepreneuriale. LE RADAR vise une large diffusion. Grâce au réseau CCI France International, présent dans 119 pays, il entend dépasser les frontières et offrir une vision globale des

tendances économiques dans la région océan Indien et au-delà.



La présence de l'ambassadeur de France témoigne du soutien de la diplomatie économique française à cette initiative. LE RADAR s'inscrit ainsi comme un outil de veille et de coopération au service du secteur privé et du développement économique.

Économie mondiale en berne : la Banque mondiale tire la sonnette d'alarme

ARH. | 13 JUIN | LES NOUVELLES

La Banque mondiale prévoit une croissance mondiale en net recul cette année, affectée par les tensions commerciales persistantes et l'incertitude politique. Selon son dernier rapport, la croissance devrait tomber à 2,3% en 2025, son « niveau le plus faible depuis 2008 », en dehors des périodes de récession.

Près de 70% des économies mondiales ont vu leurs prévisions de croissance revues à la baisse, tous continents et niveaux de revenu confondus. La dynamique est particulièrement inquiétante dans les pays en développement.

« En dehors de l'Asie, ces économies entrent dans une phase de stagnation », alerte Indermit Gill, économiste en chef de l'institution. Pour les pays de l'Afrique subsaharienne, « La croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 3,7% en 2025 et atteindre 4,2% en moyenne en 2026-2027 », note l'institution.

La croissance des pays en développement, qui atteignait 6% dans les années 2000, a reculé à moins de 4% dans

les années 2020. Cette tendance suit le ralentissement du commerce mondial, passé de 5% à moins de 3% sur la même période. L'investissement faiblit, tandis que la dette explose.

En 2025, la croissance des pays à faible revenu est attendue à 5,3%, soit 0,4 point de moins que prévu initialement. Pour les économies en développement, la moyenne serait de 3,8%, bien en dessous des 5% des années 2010. L'inflation devrait quant à elle rester élevée, autour de 2,9%. Cette décélération compromet la lutte contre la pauvreté et freine la convergence avec les pays riches. La croissance du revenu par habitant ralentit et pourrait prendre vingt ans à retrouver son rythme d'avant la pandémie, hors Chine.

Un scénario plus optimiste reste envisageable. Si les tensions commerciales s'apaisent, la croissance mondiale pourrait gagner 0,2 point de pourcentage en 2025-2026, selon la Banque mondiale.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

